



Mairie de Carignan de Bordeaux

24, rue de Verdun 33360 CARIGNAN DE BORDEAUX

mairie@carignandebordeaux.fr 05 56 21 21 62

Cahier des charges pour une étude préalable d'aménagement de bourg

Convention d'aménagement de bourg

Procédure adaptée en application des articles R.2123-1 et R.2123-4 du Code de la commande publique 2019



1) Objet de la consultation

Dans le cadre de la procédure de Convention d'Aménagement de Bourg du Département de la Gironde, une étude préalable à l'aménagement de la commune de **Carignan-de-Bordeaux** est à réaliser en vue de la signature de ladite Convention.

L'étude préalable de CAB doit rester généraliste, elle n'intégrera pas d'élément de maîtrise d'œuvre (en particulier de la mission de base en matière de bâtiments publics).

Elle comportera trois phases d'études et une phase de calage (cf. phase 4 du déroulement de l'étude) :

- / Phase 1 : diagnostic
- / Phase 2 : principes d'aménagement
- / Phase 3 : fiches d'actions (limitées en nombre et ne relevant pas d'un niveau A.P.S mais dont le niveau de détail devra être suffisant pour en permettre l'instruction par les services du Département).
- / Phase 4 : calage

2) Présentation générale de la commune

Région : Aquitaine

Département : Gironde

Canton : Créon

Surface communale : 8.78 km²

Population : 4 141 Habitants

Urbanisme : PLU. (Modification en cours)



La commune de **Carignan-de-Bordeaux** est située au cœur du département de la Gironde. Elle fait partie de la communauté de communes des **Coteaux Bordelais**. (Environ 452 hab./km²). Un peu plus de la moitié du territoire est constituée d'espaces naturels ou agricoles. La majeure partie de l'urbanisation s'est développée de part et d'autre de la Départementale D936, axe central routier qui traverse la commune dans le sens Nord/Sud. La part de population la plus importante est représentée par les actifs entre 30 et 59 ans. Sa proximité immédiate avec l'agglomération bordelaise en fait un atout. La population totale connaît une augmentation continue : 3 559 habitants en 2008 et 3 971 habitants en 2018 (chiffres INSEE) et aujourd'hui 4 141 habitants.

Une projection établit pour 2026 des perspectives démographiques à 4900 habitants. Ce nombre est basé sur les dispositions du règlement d'urbanisme en vigueur : la modification qui est en cours doit permettre de modérer cette projection.

La première version du PLU a été votée en 2002. Depuis il a été modifié et révisé à plusieurs reprises. A ce jour, maintenant, plusieurs zones 1AU ont été urbanisées, il n'en reste plus de disponibles.

Il n'y a actuellement pas de permis d'aménager en cours de dépôt sur la commune. Plusieurs opérations sont en cours d'achèvement conduisant à la livraison de logements dans les prochains mois (à titre d'exemple, domaine Canteloup, OAP GUERIN I et II, Vallon du Pontet...)

Pour mémoire, la commune a mis en place un périmètre de veille avec l'EPFNA pour repérer des opportunités de gisement foncier. (Plutôt en centre bourg)

Le paysage caractéristique des Coteaux se traduit entre autre par un relief descendant, marqué par des écoulements naturels au travers de cours d'eau. La commune est « bordée » par trois ruisseaux, le Ruisseau de Bouteronde, le Ruisseau de la Pimpine et le Ruisseau de Vergnes, correspondant à la situation géographique de la commune sur le coteau.

Le bourg est traversé principalement du Nord au Sud par la RD 936 reliant Latresne à Fargues-St-Hilaire, ainsi que d'Est en Ouest par la D10 reliant le sud Bouliac à Lignan-de-Bordeaux.

La RD936 est un axe structurant communal qui permet une desserte aisée de la commune et un apport de flux pour les activités, cependant, elle **découpe le tissu urbain et s'avère une source potentielle de nuisances et d'insécurité.**

D'un point de vue réglementaire, la commune est actuellement soumise à un **PLU** (Plan Local d'Urbanisme). Une modification de ce dernier a été engagée en fin d'année 2020.

Suite aux projets menés dans les mandatures précédentes, le nombre de logements sociaux est en augmentation et tend à devenir suffisant au regard de la population actuelle.

La commune possède plusieurs bâtiments et équipements communaux entre l'église et le secteur de la mairie : la salle des fêtes, gymnase, bibliothèque, maison des associations. Le groupe scolaire étant situé en rotule des différents équipements.

Une crèche sous gestion intercommunale se situe dans le bourg historique. Elle fait actuellement l'objet d'un projet de réhabilitation et d'extension.

On distingue dans l'organisation de la commune plusieurs pôles de centralité : le centre ancien, un pôle administratif, un pôle commercial et un pôle dédiés aux équipements scolaires.

Cette étude préalable à l'aménagement des espaces publics doit permettre une réflexion sur **l'articulation de ces centralités.**

Il s'agit également de mener des réflexions à mener sur **la traversée de ville** et sur la création **d'aménagements d'espaces publics connectés** et des **cheminements dédiés** aux piétons et vélos, qui représentent un besoin urgent pour répondre à une **mise en sécurité** nécessaire et à une prise en compte des différentes modalités de déplacements.

Afin de mesurer les enjeux et les problématiques rencontrés par ce territoire, la commune de **Carignan-de-Bordeaux** souhaite lancer une procédure d'aménagement de bourg.

L'objectif est d'arrêter une **démarche cohérente** permettant de décliner un phasage d'interventions en fonction de priorités et en adéquation avec les capacités financières de la commune, compte tenu des financements extérieurs qu'elle pourra obtenir.

Pour mémoire, une étude préalable de CAB a été réalisée en 2011. Elle a été suivie de la réalisation d'une partie des fiches actions jusqu'en 2014.

3) Zone d'étude

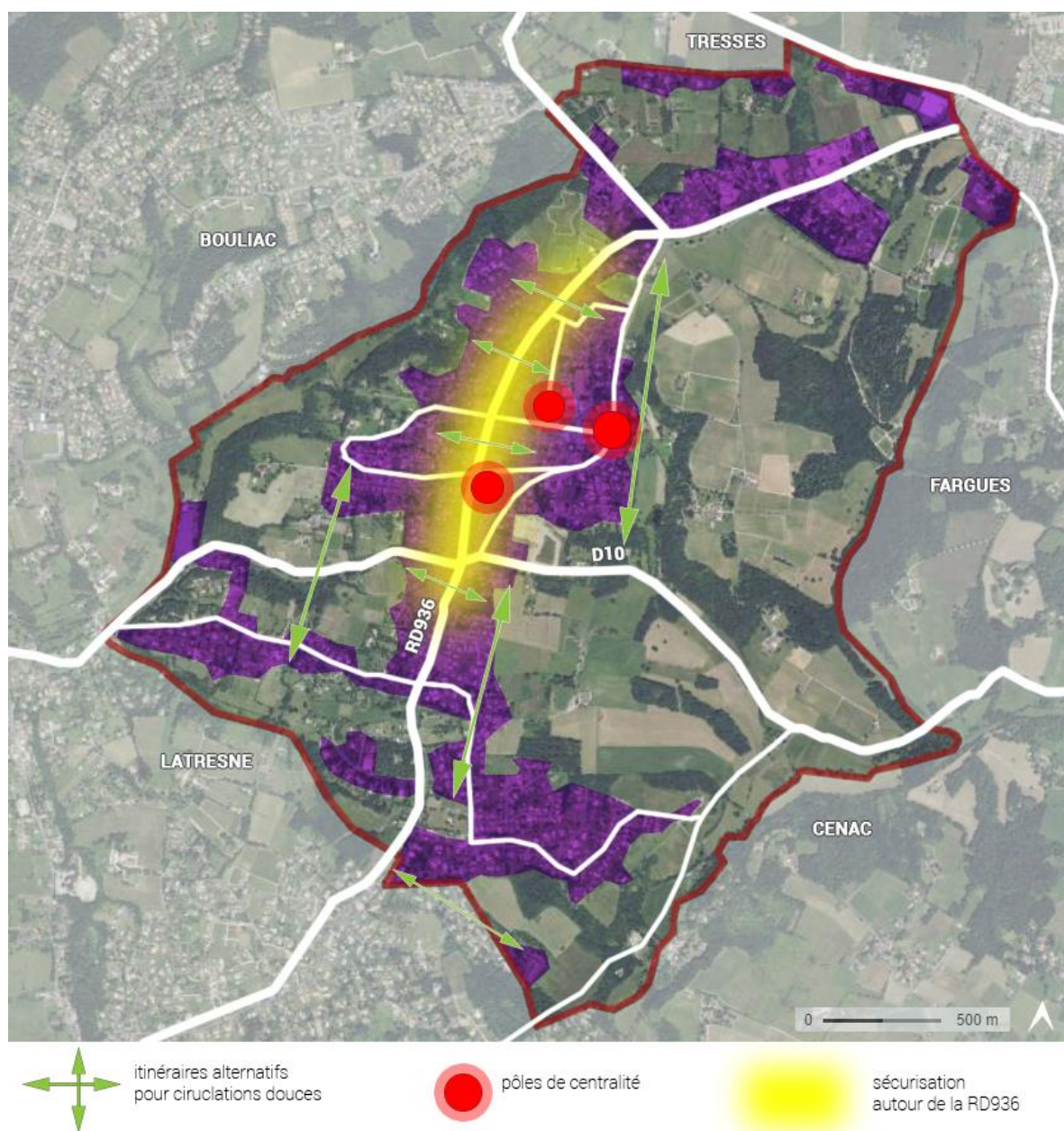
Le diagnostic devra porter sur **l'ensemble du territoire communal** pour en examiner son fonctionnement et ses usages, même si les **fiches actions concerneront essentiellement le bourg**.

L'étude portera également sur les **liaisons entre les différents quartiers et ressources d'équipements de la commune**.

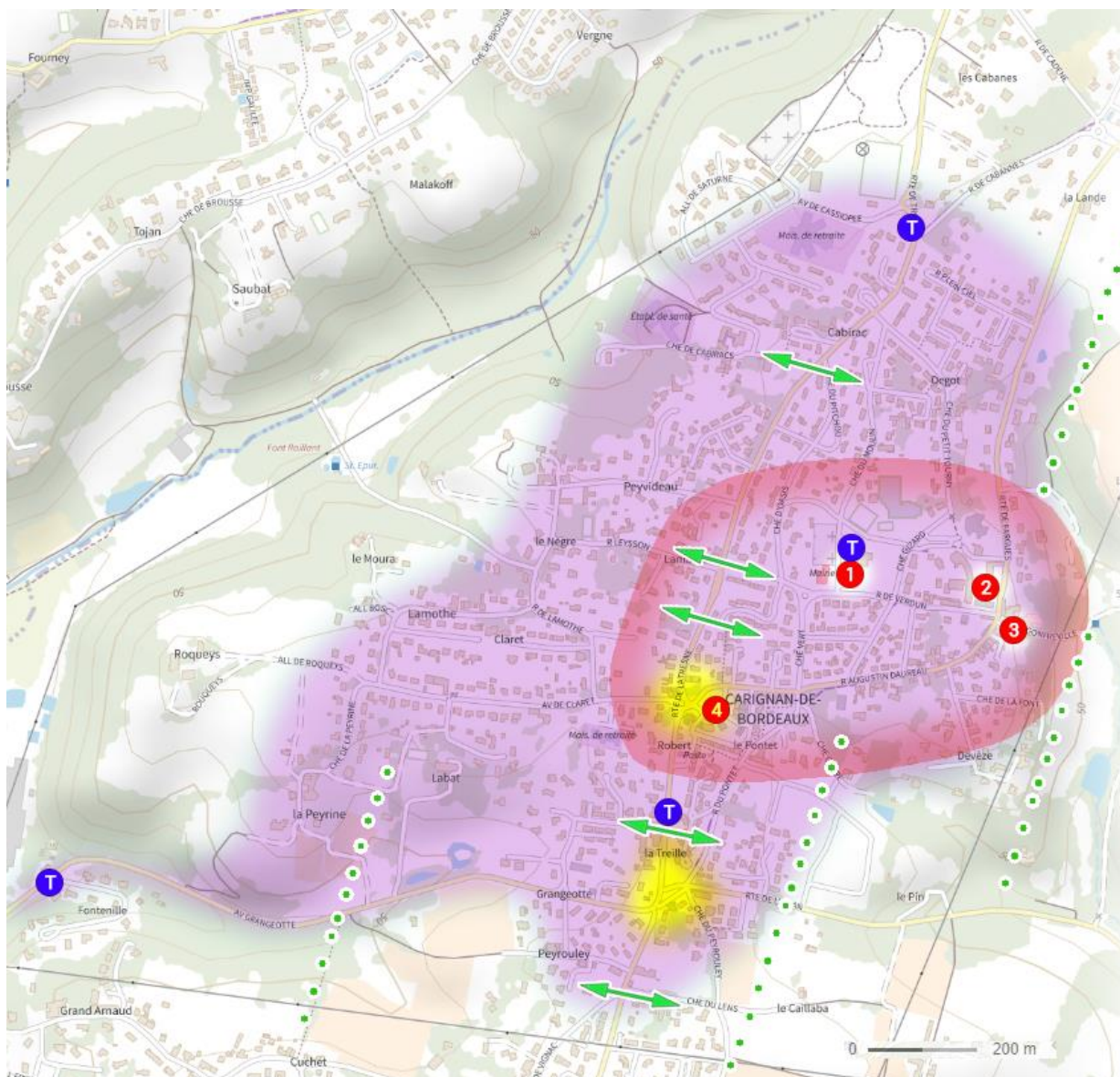
La question de la **transversalité** est dominante, cependant l'enjeu de la création d'un maillage d'équipements et de polarités, formant une image affirmée du bourg, est à traiter. Il s'agira d'envisager les solutions pouvant former continuité et unifier les pôles d'intérêts entre eux.

L'équipe retenue donnera également des orientations quant aux pistes de **prolongement des aménagements au-delà de la zone d'étude à proprement parler**.

➤ A l'échelle du territoire communal :



➤ **A l'échelle du Bourg :**



Pôles de centralité - Fonctionnement à unifier :

- 1 Mairie / Centre Culturel Odysée
- 2 Ecoles / Restaurant Scolaire
- 3 Eglise / Bibliothèque / Maison Jeunesse et Citoyenneté
- 4 Centre commercial Artigotte

T Arrêt Transgironde

Périmètre d'étude rapproché «le Bourg»

Restructuration et Abords adaptés

Sécurisation et Transversalité : Traversées Apaisées

Recherches d'itinéraires alternatifs circulations douces

4) Axes d'étude

La municipalité de Carignan-de-Bordeaux souhaite que le cabinet d'étude dirige plus particulièrement ses réflexions sur les points énoncés ci-dessous. D'autres axes pourront émerger du diagnostic et faire l'objet de sujets d'études et de fiches action.

Ainsi il s'agira de veiller à :

- / **La sécurisation de la traversée de bourg** le long de la RD 936, sa mise en accessibilité et la facilitation des cheminements piétons. Une attention particulière sera portée à la gestion du carrefour de la Pharmacie, croisement entre la RD936 et la D10 (problème de flux, vitesse, visibilité entre véhicules et voies, traversée piétonne)
- / **Mise en place d'un maillage de liaisons douces** (piétons, vélos) apaisées entre les zones d'habitation et le bourg pour **connecter** l'ensemble des équipements et des espaces publics aux divers quartiers en s'affranchissant des trajets le long des routes départementales très fréquentées.
Il est attendu de valoriser par exemple les chemins ruraux et les itinéraires alternatifs aux grandes voies.
Au travers de circulations douces, c'est l'opportunité ici de développer les itinéraires permettant, par exemple :
 - Pour les enfants des logements des quartiers Ouest : se rendre à pied et en vélo aux écoles situées à l'Est.
 - Pour les futurs élèves, aller à pied ou à vélo depuis Carignan vers le futur collège de la Frayse sur la commune de Fargues-Saint-Hilaire à l'horizon 2024A noter qu'un schéma directeur des mobilités actives, sous portage intercommunal, se traduit par la mise en œuvre de son plan d'action. Ainsi, l'étude devra prendre en compte la dynamique du Plan Vélo actuellement en cours
- / Pour anticiper une bonne gestion des flux, et assurer la transversalité évoquée, il est demandé la **réalisation d'un Plan de mobilité / Plan de circulation** intégrant la répartition des circulations automobiles, des stationnements et des cheminements doux.
Evaluation des origines / destination des flux, quantités, fréquences....
La sécurisation de la RD936, qui pourrait éventuellement induire une réduction des flux, ne doit pas mener à un report de circulation excessif sur les voies secondaires. C'est dans cette perspective qu'il est demandé au bureau d'étude de se donner les moyens d'une bonne connaissance des flux en jeux.
On pourra noter entre autre le flux induit par la présence du collège privé de Lestonnac sur la commune (environ 500 élèves originaires de 55 communes de Gironde) et générant un flux important à lui seul.
- / Le diagnostic devra prendre en compte les programmes de logements sociaux les plus récents de la commune : le lien actuel avec le cœur de bourg ne se fait qu'au moyen de déplacements en voiture. L'étude devra permettre de **rétablir un lien plus vivant**. (69 logements dans l'opération Château Canteloup et 44 lots quartier Guérin.)
- / Identifier, confirmer et recalibrer les zones de **stationnement** véhicules (mutualisation d'usages)
- / Intermodalité : Les actuels **arrêts du Transgironde et de ramassage scolaire** se font aux mêmes emplacements. Il s'agira d'étudier les opportunités de **stationner** à proximité des arrêts. Il s'agira également de **sécuriser** et de clarifier les cheminements de leurs abords. Pour mémoire, il est envisagé le déplacement de l'arrêt Fontenille pour raison de sécurité et d'usages.

- / **Requalifier certains secteurs** majeurs de centralité dans le bourg historique : mettre en valeur leurs abords et connexions, notamment le parvis bibliothèque/maison de la citoyenneté (entre autre suppression/ouverture de l'abri bus bloquant visuellement les perspectives)
- / Il s'agira au travers de l'étude de conforter l'espace public pour faciliter **l'accès aux commerces et aux services**.
- / L'étude devra mener une réflexion sur **l'appareil commercial de la commune** (son état des lieux, son devenir). Ceci cadrera les opportunités de **développement économique** et implantation de nouveaux commerces. (L'objectif étant de croiser ces conclusions avec la veille de foncier de l'EPFNA par exemple)
- / La création d'une maison de santé a été envisagée mais n'a pas aboutie précédemment, mais soulève le questionnement de l'accès simplifié à un lieu de consultation de professionnels de santé pour tous sur la commune.
- / Concernant les **équipements publics** :
 L'augmentation de population va signifier une évolution des équipements disponibles
 - o L'équipe communale est intéressée à ce que l'étude détermine l'opportunité de l'implantation d'un tiers-lieu dans le bourg.
 - o Il s'agira ici de rattacher dans les dynamiques de cheminement les équipements dispatchés : maison de la citoyenneté et de la jeunesse et maison de la solidarité par exemple.
 - o Pour note, certains équipements vont nécessiter des rénovations (un Schéma Directeur de Rénovation a été étudié par l'A.L.E.C et le C.A.U.E fin 2021)
 - Le presbytère (angle des voies Daureau et Verdun) a été partiellement rénové en rez-de-chaussée mais reste en l'état en étage.
 - La façade de la bibliothèque présente des pathologies.
 - Le city-stade doit être refait (le terrain est endommagé, la structure a été déstabilisée) : Il y a-t-il une opportunité de nouvel emplacement à déterminer ou bien faut-il maintenir une rénovation en lieu et place ?
 - o Le devenir de l'ancien restaurant scolaire fait actuellement l'objet d'une réflexion au sein de l'équipe municipale. C'est par exemple une opportunité pour l'accueil périscolaire.
 - o Pour mémoire :
 - Le déplacement des terrains de tennis est lui acté. Ils sont relocalisés sur un emplacement déterminé à l'arrière du gymnase
 - Un restaurant scolaire pour l'ensemble des écoles est en cours de livraison. (Préparation des repas sur place)
 - Le gymnase, fréquenté par 1600 licenciés, fait l'objet d'une étude de rénovation et d'extension en cours.
 - La création de jardins partagés à l'arrière du gymnase est en cours.
- / L'étude devra identifier les **éléments de paysage à préserver** qui participent à l'identité de la commune et à l'agrément de son cadre de vie.
- / L'étude devra décliner les concepts du **développement durable à l'aménagement des espaces publics** (gestion différenciée des espaces publics, gestion des eaux pluviales, % d'espaces verts, ...)
- / Concernant les **infrastructures** : l'étude devra déterminer si des remises en état de certains tronçons de voiries doivent être traités ainsi que leurs niveaux de priorisation d'intervention.

 A noter que dans le cadre de la dynamique du Plan vélo intercommunal, la commune souhaiterait envisager le développement d'une grande « zone 30 ».
- / Concernant les **réseaux** :

Un schéma directeur des eaux pluviales est en cours. Son objectif portera, entre autre, sur la gestion des ruissellements générés par les terres communales vers le territoire des communes alentours.

La modification du PLU qui est amorcée s'attachera à prendre en compte ce vers quoi **le projet de développement** de la commune **s'oriente pour poursuivre les objectifs** d'accueil de populations nouvelles, à quel rythme et dans quel **cadre de vie maîtrisé**.

Pour mémoire, dans le PLU actuellement en vigueur, des secteurs sont concernés par des OAP ; les infrastructures et réseaux pour les desservir ne semblent cependant pas programmés à moyen terme.

- Dans l'ensemble, à la demande de l'équipe communale, il est attendu que la présente étude prenne en compte l'évolution de la commune pour un délai d'au moins quinze ans.
- Parmi les critères d'évaluation et de comparaison des scénarii qui seront proposés dans la phase 2 de l'étude préalable, l'équipe communale souhaite que soit pris en compte l'impact environnemental d'un scénario plutôt qu'un autre. Ainsi, le bureau d'étude devra indiquer dans quelle mesure le choix de recourir à un scénario permet le mieux d'atteindre des perspectives de diminution des émissions de GES sur le territoire communal.

5) Déroulement de l'étude

Composition de l'équipe d'étude

L'équipe d'étude sera **pluridisciplinaire**, en fonction des problématiques qui se posent sur la commune et rassemblera les compétences nécessaires telles que : urbanisme, paysage, architecture, environnement, économie. En tout état de cause, elle sera en capacité de programmer les actions qui seront proposées par elle.

La commune est intéressée entre autre par un apport de compétence avec une expertise mobilités (études des flux) et/ou une expertise de stratégie commerciale.

Pilotage de l'étude

La maîtrise d'ouvrage sera assurée par la commune de **Carignan-de-Bordeaux**.

Un groupe de pilotage de l'étude sera constitué et comprendra, outre des élus de la municipalité ayant en charge la gestion des différents domaines abordés, des représentants :

- / du Département de la Gironde (Service Aides aux communes et intercommunales et du Centre Routier Départemental)
- / du CAUE de la Gironde.
- / de Gironde Ressources
- / de la Communauté de communes
- / du CRD Gironde

Cette liste n'est pas limitative. Divers spécialistes ou responsables d'associations pourront être associés en tant que de besoin.

Le BET qui sera en charge du PLU, pourra être associé à certains comités de pilotage, si la temporalité des opérations le permet.

Phases de la mission – Organisation des réunions

A chaque étape, et préalablement à chaque réunion, le bureau d'études remettra aux membres du comité de pilotage, un document de travail pour permettre le bon déroulement de la séance.

Chaque réunion fera l'objet d'un compte-rendu établi par le bureau d'étude et diffusé par la commune après mise au point éventuelle.

Les principales étapes de la mission sont les suivantes :

Phase 1 : diagnostic

- / Au démarrage de l'étude, réunion de présentation de l'équipe d'étude, d'exposé des objectifs, d'écoute des élus et des autres membres du comité de pilotage, et d'information mutuelle.
- / Réalisation du diagnostic.
- / Réunion de présentation aux membres du groupe de pilotage.
- / Recueil de l'ensemble des remarques pour la mise au point du rapport d'étape.
- / Validation du diagnostic par le maître d'ouvrage et choix des domaines à approfondir.
- / Édition du document définitif de la phase 1.

Phase 2 : principes d'aménagement

- / Présentation aux membres du comité de pilotage de **différents scénarii d'aménagement** visant à répondre aux problématiques soulevées dans le diagnostic, avec **au moins 2 propositions d'aménagement par secteur géographique identifié**.
- / Discussion sur le choix de la stratégie.
- / Recueil des remarques avant la mise au point du rapport d'étape.
- / Validation des principes d'aménagement par le maître d'ouvrage.
- / Edition du document définitif de la phase 2.

Phase 3 : fiches actions

- / Présentation au comité de pilotage de fiches thématiques détaillant le contenu de chaque action et reprenant :
 - le schéma d'aménagement permettant d'évaluer le coût global et de déterminer les choix qualitatifs essentiels,
 - la méthode de mise en œuvre,
 - le plan de financement,
 - un échéancier de l'action.
- / Analyse par les élus et les membres du comité de pilotage pour la mise en forme d'un programme pluriannuel d'actions à entreprendre sur les 4 années de contractualisation de la CAB.
- / Ajustements et compléments demandés par les élus et éventuellement les membres du comité de pilotage.
- / Mise au point d'un rapport d'étape.
- / Validation par le maître d'ouvrage et envoi au Département pour pré-instruction.

Phase 4 : Calage

- / Réunion(s) de calage au Département.
- / Derniers ajustements éventuellement demandés par les services du Département.
- / Validation du dossier.
- / Édition du dossier définitif.

Une ou plusieurs présentations publiques de l'étude seront organisées par le bureau d'études et selon les modalités choisies par la municipalité.

Concertation

Une ou plusieurs présentations publiques de l'étude seront organisées par le bureau d'études aux phases et modalités choisies par la municipalité (panneaux d'information, réunion publique, diaporama, bulletin d'information municipal, etc.) et ce *a minima* dans les phases 1 et 3.

La participation du BE à des ateliers sur les aménagements des zones de stationnement, ou la sécurisation des traversées par exemple, pourra être demandée. L'équipe communale est sensible à la prise en compte de l'expertise d'usage et remontées de la population sur les secteurs concernés par l'étude.

Développement durable

Conformément à la délibération du Département en date du 15 décembre 2005, les opérations envisagées devront intégrer des critères de développement durable (minimum 3) parmi ceux listés dans la délibération.

Le diagnostic devra donc identifier les enjeux environnementaux, sanitaires et sociaux, qui seront ensuite pris en compte dans les propositions d'actions afin de limiter les impacts négatifs.

Afin de créer des espaces agréables à vivre, modulables et faciles à entretenir, l'attention sera particulièrement portée sur la gestion des flux automobiles (sécurité routière, maîtrise des nuisances sonores et de la pollution de l'air), sur la gestion de l'eau des espaces réaménagés, ainsi que la facilité de leur entretien par les équipes municipales (matériaux utilisés...).

Délai de réalisation de l'étude

Le délai de réalisation de la mission est fixé à **6 mois** (hors périodes de validation) à compter de la notification de la commande. Il est décomposé en 4 étapes.

Le maître d'ouvrage valide chaque étape et en informe le cabinet d'étude par lettre simple.

Les documents définitifs peuvent alors être envoyés à la commune qui les transmet aux membres du comité de pilotage.

Les documents de présentation doivent être transmis à la mairie une semaine avant les réunions de COPIL afin que les membres du groupe de pilotage puissent en prendre connaissance.

Documents à remettre par le bureau d'étude après validation de chaque étape

Pièces écrites, "schémas", cartes, tableaux, croquis, perspectives, profils, à une échelle en rapport avec les propositions pour chacun des thèmes abordés.

Les différents documents seront transmis sous forme papier reproductible et fichier informatique aux formats exploitables par l'ensemble des partenaires concernés par le dossier :

- / 2 exemplaires sous forme d'un cahier A3 relié (avec illustration en couleur) accompagné de tirage pour les plans en annexe,
- / 1 exemplaire non relié accompagné de contre-calques pour les plans en annexe si nécessaire
- / 1 plan général à l'échelle du 1/2500^e synthétisera les différents aspects de l'étude,
- / L'étude complète sur support informatique sous format PDF, Powerpoint ou équivalent.

Tous les documents élaborés dans le cadre de cette étude devront comporter le logo du Conseil Départemental et la mention "avec le soutien financier du Conseil Départemental".

Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- Pièces particulières :
 - L'acte d'engagement ATTRI1
 - Le présent cahier des charges
 - Une note succincte décrite dans le paragraphe dossier d'offre
 - Les références des membres de l'équipe d'étude ainsi que les prestations similaires réalisées
 - Le coût de la prestation assorti du devis correspondant, en distinguant le coût pour chacune des phases
 - Un planning prévisionnel
 - Le formulaire DC1 complété
 - Le formulaire DC2 complété
 - Le formulaire DC4 complété le cas échéant.
- Pièces générales :
 - Le code de la commande publique
 - Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
 - Le Cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de travaux :
 - . annexe infrastructures
 - . annexe bâtiments

En vigueur lors de la remise des offres ou en vigueur lors du mois d'établissement des prix (mois m0) études tel que défini à l'acte d'engagement.

Propriété intellectuelle

Le cabinet d'étude cèdera à titre exclusif à la commune de **Carignan-de-Bordeaux**, sous réserve des dispositions législatives et réglementaires sur la propriété intellectuelle, l'ensemble des droits d'exploitation attachés à l'exécution du présent marché, au fur et à mesure de leur réalisation.

Il est convenu que cette cession est consentie à titre gratuit. Ce droit comporte, celui de représenter, de reproduire, de diffuser et de communiquer, de quelque façon que ce soit, tout ou partie des éléments issus de l'exécution du marché. Cette étude servira de base de réflexion lors des études opérationnelles de maîtrise d'œuvre et sera transmise au maître d'œuvre retenu selon la procédure légale en vigueur, après la signature de la Convention d'Aménagement de Bourg.

Le cabinet d'étude sera soumis à une obligation de confidentialité sur les résultats des présentes études. Il s'interdira notamment toute forme de communication et toute remise de documents à des tiers sans l'accord du maître d'ouvrage ; mais il pourra disposer de l'usage de ses droits, pour les besoins propres à son exercice professionnel, ceci pour des publications personnelles, actions de promotion de ses activités et dossiers de références.

L'arrêt de l'exécution du marché, quelle qu'en soit la cause, ou l'achèvement de la mission, ne font pas obstacle à l'exercice des droits ci-dessus acquis.

Modalité de résiliation

Résiliation du fait du maître d'ouvrage :

Il sera fait, le cas échéant, en application des articles inclus du CCAG-PI.

Liquidation judiciaire :

Il sera fait, ici, application des articles L 621-28 et suivant du code du Commerce (loi du 3 janvier 2003 modifiée).

Résiliation du marché aux torts du maître d'œuvre :

Si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus aux articles 37 et 39 du CCAG-PI, la fraction des prestations déjà accomplies par le maître d'œuvre et acceptées par le maître d'ouvrage est rémunérée.

6) Organisation de la consultation

Visite de site

Le candidat se rendra obligatoirement sur place afin d'apprécier toutes les sujétions influant sur sa proposition.

L'offre sera réputée tenir compte de toutes les constatations faites lors de cette reconnaissance du site, et comprendre toutes les prestations accessoires et autres nécessaires :

- / Un registre des visites sera signé permettant d'attester de la venue sur site. La prise de RV sera faite auprès de Madame BOUTROS TONI (service marchés publics) : 05 56 68 52 86

Remise des propositions

- / Les propositions seront transmises sur : <https://demat-ampa.fr>
- / Elles doivent parvenir à destination **AU PLUS TARD LE 28 avril 2022 à 12H00 horloge de la mairie.**

Dossier de candidature

Les candidatures devront être rédigées en langue française et les coûts exprimés en euros.

Le dossier de candidature devra comporter :

- le formulaire DC1 complété
- le formulaire DC2 complété.
- le formulaire DC4 complété (en cas de déclaration de sous-traitants).

Dossier d'offre

L'offre ATTRI1 devra être rédigée en langue française et les coûts exprimés en euros.

Le dossier d'offre devra comporter :

- une note succincte précisant :
 - . la composition et les compétences de l'équipe d'études
 - . la méthode de travail envisagée
 - . la nature et la présentation des documents remis au maître de l'ouvrage pour chacune des phases telles que définies dans le programme d'étude
- les références des membres de l'équipe d'étude ainsi que les prestations similaires réalisées
- le coût de la prestation assorti du devis correspondant , en distinguant le coût pour chacune des phases.
- un planning prévisionnel indiquant les délais des phases d'études et le délai global

Les variantes ne sont pas autorisées.

La date de validité de l'offre est de 120 jours.

Prix de l'étude

- Les candidats devront faire parvenir une proposition chiffrée à la municipalité.
- Le prix est réputé établi à la date de la signature du contrat par l'équipe prestataire. Il couvre l'ensemble des frais et charges de toute nature occasionnés par la mission et notamment les frais de déplacement et de séjour, ainsi que les frais généraux et fiscaux. Il est forfaitaire, ferme et non révisable.

Modalité de paiement

- 10 % versés au démarrage
- le paiement de chaque phase sera effectué suite à leur validation.

Sélection des candidatures

Les candidatures seront analysées conformément aux article R 2144-1 et suivants du CCP 2019.

Jugement des offres

Les critères que le Maître d'Ouvrage retiendra pour procéder à l'analyse des offres sont :

- la valeur technique de l'offre 60%, appréciée en fonction de
 - la note méthodologique : méthode de travail 40 %
 - la composition des équipes et références 20 %
- le prix 30 %
- les délais 10 %..

En cas d'offre paraissant anormalement basse, selon les articles R 2152-3 à R 2152-5 du Code de la commande publique, il sera demandé au candidat toute précision et justification, ainsi que tout détail de prix afin d'apprécier la valeur de cette offre. En cas d'erreur de calcul dans l'offre, il sera procédé à la correction de celle-ci avant comparaison des offres. En cas de nécessité, une mise au point du marché sera alors réalisée. Les offres sont classées par ordre décroissant.

Dès leur réception, les offres seront analysées et classées par les représentants de la mairie, et sur sollicitation de la commune, du CAUE et de Gironde Ressources. Une offre pourra être retenue directement à l'issue de cette analyse. Les offres sont classées par ordre décroissant.

Cependant, la commune se laisse la possibilité d'entrer en négociation avec les trois candidats arrivés en tête du classement. Ces derniers seront reçus en audition (date définie par la commune). Au cours de la négociation, des modifications pourront être demandées aux candidats.

Un nouveau classement sera alors établi le cas échéant.